

**Véronique GOUSSEAU**

**Master 2 RIC1 -La France en perspective**

**Année 2006 – 2007**

**Le Népal :  
Une révolution en marche**

**M. Nohra.**

**Université Charles de Gaulle, Lille 3.**

## Sommaire

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>I- LES ACTEURS</b> .....	<b>4</b>
1- L'ETAT .....	4
2- LES SEPT PARTIS ALLIES .....	5
3- LE PARTI MAOÏSTE.....	6
<b>II- HISTOIRE DE LA SECONDE MOITIE DU 20EME SIECLE</b> .....	<b>9</b>
1- QUELQUES GRANDES DATES DE L'OUVERTURE DES FRONTIERES NEPALAISES AU REGNE DE GYANENDRA .....	9
2- JANA ANDOLAN, OU LE MOUVEMENT POPULAIRE DE 1990 .....	10
3- LE REGNE DE GYANENDRA : JUIN 2001 – AVRIL 2006 .....	12
<b>III- LES MANIFESTATIONS D'AVRIL 2006 ET LEURS CONSEQUENCES</b> .....	<b>15</b>
1- LES ACCORDS PASSES ENTRE LES DIFFERENTS PARTIS .....	16
2- LES MANIFESTATIONS.....	18
3- LES CONSEQUENCES .....	20
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>23</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
LIVRES .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
ARTICLES .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<i>Articles parus sur le site du Courrier du Vietnam .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Articles parus sur le site de Radio France Internationale .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Articles parus sur le site « european security » .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Articles parus sur le site de France Info .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Articles parus sur le site du Parti Communiste Maoïste népalais .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Articles du Nouvel Observateur .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Articles du Courrier International .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Articles de Libération.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Articles du Figaro .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Articles du Monde .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
EMISSIONS RADIOPHONIQUES : RADIO FRANCE INTERNATIONAL .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
REPORTAGES VIDEO .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
AUTRES SOURCES .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
LES PRINCIPAUX ACTEURS.....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
CARTES DU NEPAL .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
TEXTES DES ACCORDS ENTRE LES SEPT PARTIS ET LES MAOÏSTES .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<i>L'Accord en 8 points entre les 7 partis de l'Alliance et le parti Maoïste ...</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
<i>Accord en 12 points entre les partis et les maoïstes .....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>

PROCLAMATION DU PARLEMENT NEPALAIS DU 18 MAI 2006 .. **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**  
APPEL AU SACRIFICE DU « ROI BOUCHER » CHANTE PAR SAMIR YATRI **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**  
EXTRAITS DU TEXTE DE LA CONSTITUTION DE 1990 ..... **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

## Introduction

Le Népal tel que nous le connaissons aujourd'hui est relativement récent puisque son unité géographique actuelle est liée à la conquête Gurkha de 1750, menée par le Roi Prithvi Narayan Shah pour regrouper l'ensemble des petits royaumes de la zone géographique, et au traité de Sugauli ratifié en 1816 avec les Britanniques, alors force coloniale en Inde.

En 1815, et ce jusqu'en 1923, le Népal passa sous la tutelle britannique qui y installa un conseiller. Trente ans plus tard, un coup d'Etat mena Jung Bahadur Rana à dépouiller le Roi de tous ses pouvoirs et à se faire nommer Premier Ministre. A partir de cette date, le pays se ferma aux étrangers et Jung Bahadur Rana permit à sa famille de régner sur le Népal pendant cent ans, ayant rendu la fonction de Premier Ministre héréditaire. En 1951, le Premier Ministre népalais doit faire face à la pression d'un mécontentement populaire et aux revendications du Parti du Congrès népalais, récemment créé. Ayant perdu l'appui des Britanniques qui avaient quitté l'Inde depuis quatre ans et face à l'insistance du Premier Ministre de l'Inde, Jawaharlal Nehru, pour qu'une réorganisation démocratique du gouvernement ait lieu, le Premier Ministre Rana fut amené à introduire des membres du Parti du Congrès népalais dans son cabinet, ce qui précipita sa déchéance. En 1959, le Roi Mahendra Bir Bikram instaura une monarchie constitutionnelle, avec, pour la première fois, l'élection d'un Parlement au suffrage universel. Ce régime ne dura que trois ans puisqu'en 1962, le Roi décidait la mise en place d'une monarchie absolue. Le Roi établit malgré tout un système à parti unique de conseils municipaux, les Panchayat, qui dura près de trente ans. En 1990, le Roi Birendra Shah Dev, devant les manifestations populaires, fut contraint d'autoriser les partis politiques et un gouvernement provisoire fut mis en place, avec pour résultat la promulgation d'une nouvelle Constitution, instituant une monarchie

constitutionnelle multipartite. C'est en 1996 que débute la révolte populaire dont le point d'orgue fut les manifestations d'avril 2006.

Afin de pouvoir traiter des manifestations d'avril 2006 et de leurs conséquences sur le régime du pays, il nous paraît donc important de resituer les différents acteurs du conflit et sa chronologie depuis les manifestations de 1990, auxquelles nous venons de faire référence. Car, coincé entre les deux géants que sont la Chine et l'Inde et deuxième réserve hydro électrique de la planète après le Brésil, le Népal constitue un enjeu stratégique dans la région. Or, il est le terrain depuis près de dix ans d'un conflit, tantôt qualifié de révolte populaire, tantôt de rébellion et depuis peu de révolution. Ce changement de terminologie s'est effectué au moment des manifestations d'avril 2006, aux conséquences politiques indéniables, et reste fonction des analystes.

Notre analyse ne pourra en aucun être exhaustive et dénuée de toute partialité dans la mesure où les manifestations populaires et leurs conséquences sont chronologiquement trop proches de nous pour permettre un recul suffisant. Nous tenterons malgré tout de présenter les différents points de vue de la façon la plus claire et la plus précise possible afin de donner au lecteur une vue d'ensemble soucieuse de respecter la réalité du terrain.

## I- Les acteurs

Depuis l'origine du conflit, en 1990, le paysage politique népalais a connu un certain nombre de changements. La présentation que nous ferons des différents acteurs s'attachera certes à présenter un certain nombre de ces changements mais ne pourra en aucun cas se montrer exhaustive, soit en raison de la difficulté à trouver des informations sur certains acteurs, soit parce que les évolutions ont été trop nombreuses.

### 1- L'Etat

Le Népal est un royaume hindou. En 1769, le roi Prithvi Narayan Shah proclama son pays comme la «vraie terre des hindous» (Asali Hindustan). Cette identité religieuse resta prépondérante à ce point qu'elle est inscrite dans l'article 4 de la Constitution de 1990 : « Nepal is a (...) Hindu (...) Monarchical Kingdom.». D'autre part, depuis les débuts de la dynastie des Shah, les rois se sont présentés comme étant des réincarnations du dieu Vishnou, justifiant par-là même leur position. Le roi actuel, Gyanendra Bir Bikram Shah Dev<sup>1</sup> est le dernier représentant de cette dynastie.

Depuis 328 ans que dure la monarchie, elle a tantôt pris la forme d'une monarchie absolue, autocratique, tantôt la forme d'une monarchie constitutionnelle. Cette deuxième forme est celle qui a existé le plus fréquemment même si ces périodes ne sont pas les plus stables du pays. Depuis l'existence du Parti du Congrès en 1947, ce parti est resté le plus représenté dans les différentes monarchies constitutionnelles. Malgré tout, le régime monarchique a toujours favorisé la logique du parti unique, ce qu'elle a mis en application en interdisant les partis politiques de 1960 à 1990.

Au cours des périodes de monarchie constitutionnelle, le roi n'a que peu de pouvoirs, l'exécutif étant alors aux mains du gouvernement. Il conserve malgré tout la fonction

---

<sup>1</sup> Voir photo en annexe.

traditionnelle de chef suprême de l'armée. Cette dernière se nomme d'ailleurs Armée Royale du Népal – Royal Nepal Army, RNA. Cette armée a notamment la possibilité de procéder à des arrestations. Le roi peut cependant prendre les pleins pouvoirs en cas de force majeure, aujourd'hui de façon constitutionnelle grâce à l'article 127 de la Constitution de 1990.

Le roi est entouré d'un Conseil privé, le Raj Parishad, qui, comme son nom l'indique n'est qu'un organe consultatif et en aucun cas décisionnaire. Le roi s'y réfère pour les décisions à prendre. Lors des monarchies constitutionnelles, il cohabite avec un véritable gouvernement et un Parlement. Ce dernier est élu au suffrage universel et le Premier Ministre est ensuite choisi par le roi en fonction du parti majoritaire. Le gouvernement est alors proposé par le Premier Ministre au roi, qui doit donner son aval. Le roi a le pouvoir de changer de Premier Ministre selon son bon vouloir, c'est-à-dire quelles qu'en soient les justifications. C'est ainsi qu'en quinze ans de gouvernement, le roi Gyanendra a cohabité avec près de quatorze gouvernements différents. Cette fréquente alternance explique largement l'instabilité politique dans laquelle se trouve le Népal et la difficulté pour un quelconque gouvernement de prendre des décisions et de les mettre en application durant le temps de son mandat.

## ***2- Les sept partis alliés***

Suite à la dissolution du Parlement le 1<sup>er</sup> février 2005, les dirigeants des partis qui ne furent pas emprisonnés par décision royale se réfugièrent en Inde. Ils décidèrent alors de se réunir et fondèrent ainsi le SPA, Seven Parties Alliance, une coalition de sept partis politiques dont le souci premier était l'abolition de la monarchie autocratique.

Les partis membres de ce groupement politique sont de trois tendances distinctes : les démocrates, les communistes et les populistes. Le plus important et plus ancien parti membre de cette coalition est le Parti du Congrès (Nepal Congress, NC), fondé en 1947 avec l'appui du roi Tribhuvan, opposé au régime Rana. Il est d'obédience démocrate. Son responsable est

l'actuel Premier Ministre Girija Prasad Koirala<sup>2</sup>. Issu d'une scission au sein du Congrès Népalais, le Parti du Congrès Népalais (démocratique) – Nepal Congress (Democratic) – a pour dirigeant Sher Bahadur Deuba, qui a déjà été Premier Ministre à plusieurs reprises. Enfin, le dernier parti démocrate de cette alliance est le Parti Sadbhavana du Népal Ananda Devi (Nepal Sadbhavana Party (NSP), Ananda Devi). Il est issu d'une scission au sein du Nepal Goodwill Party en 2003. Autre membre de cette coalition, le Parti Communiste Népalais Marxiste-Léniniste Unifié – Nepal Communist Party, United Marxist-Leninist ou NCP-UML – a été fondé en 1990 par fusion de deux partis communistes. Le Parti des Travailleurs et des Paysans Népalais – Nepal Workers and Peasants Party, NWPP – et le People's front sont également deux partis de tendance communiste, le premier issu d'une scission avec le parti communiste népalais en 1976, le second d'une fusion entre deux petits partis en 2002. Enfin, le Front Uni de Gauche – United Left Party – est une alliance de plusieurs partis de gauche.

Tous ces partis se sont regroupés pour répondre à un objectif commun, la fin du régime autocratique, et ont précisé leur revendication autour des trois objectifs suivants : la restauration du Parlement dissout en 2002, la formation d'un gouvernement de coalition avec tous les partis, y compris maoïste, et la tenue d'élections pour une assemblée constituante.

### **3- Le parti maoïste**

Le parti communiste népalais, né en 1949 à Calcutta, était voulu par une jeunesse sensibilisée aux succès du socialisme en Russie et à sa victoire finale contre les forces allemandes pendant la seconde guerre mondiale. L'idéologie maoïste est apparue au Népal en 1984-1985 quand le parti communiste a établi des contacts internationaux et le noyau révolutionnaire extrémiste s'est constitué durant la décennie qui a suivi. Le Parti Communiste Népalais Maoïste à proprement parler – CPN (M) – est né en 1994, sous l'impulsion de

---

<sup>2</sup> Voir photo en annexe.

Pushpa Kamal Prasad, aussi appelé Prachanda (« le Terrible »)<sup>3</sup>. Il est issu du naxalisme indien, avec qui le parti communiste a eu des liens en 1989-1990 et dont il tire son entraînement armé, et non de la lignée chinoise du maoïsme. La Chine désavoue d'ailleurs toute paternité du mouvement si l'on en juge par les propos officiels tenus par Wu Congyong, ancien ambassadeur de Chine au Népal : « La Chine juge extrêmement préoccupante la situation au Népal et a donné son plus ferme soutien aux efforts de Sa Majesté pour mater l'insurrection dès le tout début. Les positions de la Chine se détaillent en quatre points : 1) c'est une insulte au grand président Mao que des rebelles népalais osent se donner l'appellation de *maobadi* ; 2) la Chine est opposée à toute forme de terrorisme et elle participe à la coopération internationale pour le combattre ; 3) la Chine continue de soutenir Sa Majesté et pense qu'elle peut tout à fait rétablir l'ordre ; 4) nous prétendons que l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Népal doivent être maintenues et que le Népal doit résoudre tout seul ses problèmes. »<sup>4</sup>.

A son origine, le CPN (M) vise à l'instauration d'une Nouvelle Démocratie ou d'une République populaire. Le 27 août 2003, Prachanda déclarait encore dans un communiqué paru sur le site de son parti : « ... notre parti est un parti révolutionnaire qui lutte pour une République populaire... ». Baburam Bhattarai, numéro 2 du parti, affirme pour sa part que leur « objectif politique immédiat est l'achèvement d'une république démocratique ». Suivant la ligne maoïste, les maobadi népalais veulent libérer le pays du système des *jāṭī*<sup>5</sup>, réclament l'égalité entre hommes et femmes ainsi que la fin de la monarchie absolue. Cette affiliation transparaît dans le discours idéologique des chefs révolutionnaires qui se fait l'écho des discours révolutionnaires marxistes stéréotypés puisqu'ils parlent de « luttes anti-

---

<sup>3</sup> Voir photo en Annexe.

<sup>4</sup> *The Kathmandu Post*, mercredi 21 juillet 2004, article de M. R. Josse.

<sup>5</sup> Selon O. Herrenschmidt, cité par P. Ramirez, traduire le mot *jāṭī* par caste est « un énorme contresens » car *jāṭī* signifie au sens premier « naissance » et dans son sens le plus courant « sorte », « catégorie », « espèce ». Les humains relèveraient donc ainsi de différentes « espèces ».

impérialisme », de « courage des masses prolétariennes » et se servent de clichés comme la « bravoure » et « l'héroïsme » à propos de populations tribales au Népal.

Est-ce parce les maoïstes se sont autoproclamés « hommes nouveaux », promettant libération et émancipation, que l'adhésion populaire a été si soudaine et les révoltes chez les agriculteurs pauvres si rapides ? Ce ne peut en aucun cas être une certitude. Ce qui est sûr en revanche, c'est que le cliché d'une femme pleurant sur le corps de son mari policier tué par les maoïstes lors d'une attaque de village particulièrement violente, parue dans le Kathmandu Post le 8 avril 2001, a définitivement changé l'image que la population avait d'eux, ne les considérant plus désormais comme de gentils robin des bois. Il est d'ailleurs notable que leur comportement a lui-même changé à cette époque : s'ils toléraient la monarchie sous le roi Birendra Bir Bikram Shah Dev pour lequel ils avaient un certain attachement en raison de sa vision libérale, ils l'ont complètement rejetée avec l'arrivée au pouvoir du Roi Gyanendra Bir Bikram, dont ils ne reconnaissent pas même la légitimité. Dès lors, ils ont revendiqué la création d'une république et se sont opposés au le roi et à la monarchie.

La réalité du conflit a amené les maoïstes à s'engager sur deux fronts : la « guerre révolutionnaire » (guérilla) et la restructuration sociale et politique du pays. Ils ont en effet instauré, lorsque cela a été possible, c'est-à-dire dans les districts sous leur domination, des gouvernements du peuple et des cours du peuple, système judiciaire parallèle dont la rapidité d'action a rapidement séduit la population. Dans ces mêmes districts, ils ont d'ailleurs été jusqu'à imposer des événements fêtés par le Parti en lieu et place des fêtes traditionnelles, et donc religieuses.

Dans la guerre de l'image que se livrent les maoïstes et le gouvernement du roi, Baburam Bhattarai fait une analogie entre le massacre du kot et le massacre de la famille royale et place ainsi cette dernière en héritière de la dynastie exécrée des Rana et les dirigeants maoïstes en dépositaires des valeurs de Prithvi Narayan Shah. Cette perspective

n'est pas tout à fait innocente puisque la conquête Gurkha du 18<sup>ème</sup> siècle sert encore aujourd'hui de modèle d'unité aux dirigeants maoïstes, selon Marie Leconte-Thilouine.

## **II- Histoire de la seconde moitié du 20ème siècle**

Le Népal a connu un certain nombre de bouleversements depuis qu'il a ouvert de nouveau ses frontières au monde extérieur. Cette ouverture a permis une prise de conscience progressive de l'influence de l'action politique sur la situation sociale du pays. Les Népalais se sont peu à peu rendus compte de façon irréfutable que leur vie n'était pas entièrement une question de karma et que l'opportunité d'une évolution concrète de leur condition existait. Il est donc important de remonter à l'époque de l'ouverture des frontières pour bien saisir comment les manifestations d'avril ont pu avoir une telle importance.

### ***1- Quelques grandes dates de l'ouverture des frontières népalaises au règne de Gyanendra***

1950 : Suite à l'indépendance de l'Inde, le Népal ouvre à nouveau ses frontières aux touristes.

14 décembre 1955 : Entrée du Népal à l'ONU.

Février 1959 : Premières élections générales au Népal.

Décembre 1960 : Le roi Mahendra prend le pouvoir et bannit de la scène politique l'ensemble des partis politiques.

16 décembre 1962 : Le roi Mahendra introduit les Panchâyats. Il s'agit d'un système consensuel à parti unique de représentations politiques locales, élues au suffrage universel. Ce système est pyramidal, de sorte que le roi réinstaure de façon détournée une monarchie absolue.

6 avril 1990 : Manifestation étudiante et antigouvernementale qui contraint le roi Birendra à autoriser les partis politiques. C'est la fin du régime des Panchâyats. Rédaction et promulgation d'une nouvelle Constitution.

Mai 1991 : Premières élections multipartites.

12 février 1996 : Le parti communiste népalais se divise et un durcissement s'opère lorsque l'une des parties décide de se nommer Jana Yuddha – ou Parti de « la guerre populaire » – dont les chefs sont Prachanda et Baburam Bhattarai. Lancement de la guerre du peuple le lendemain avec l'attaque du poste de police de Holeri, au sud de Rolpa.

Mai 1998 : Le gouvernement lance les opérations militaires meurtrières « Romeo » et « Kilo Sierra Two » à travers le pays.

1<sup>er</sup> juin 2001 : Massacre du roi Birendra et de la quasi-totalité de la famille dans l'enceinte du palais royal. Le prince héritier Dipendra, auteur officiel du massacre, retourne l'arme contre lui et meurt deux jours plus tard. Gyanendra, frère de Birendra, est couronné roi du Népal le 4 juin.

## ***2- Jana Andolan, ou le mouvement populaire de 1990***

En 1988, la crise que traverse le Népal face à l'Inde mène à une série de manifestations. En effet, la politique prochinoise menée par Birendra dans le but de construire des infrastructures et de recevoir des armes, a mené le gouvernement indien de Rajiv Gandhi à décréter un blocus. Ce dernier a entraîné une flambée des prix et a plongé le pays dans une pénurie.

Le 6 avril 1990, une grande manifestation de 200000 personnes a eu lieu à l'appel du Parti Communiste et du Parti du Congrès. Bien que ce mouvement populaire – Jana Andolan en népal – ait été réprimé dans le sang, il semble que le refus de Birendra de voir l'armée tirer sur la foule l'a conduit à faire rapidement d'importantes concessions. A ce refus semble s'ajouter des pressions indiennes.

Le roi a ainsi autorisé l'existence de partis politiques et accepté le principe d'une monarchie parlementaire. Il a également été favorable à l'écriture d'une nouvelle Constitution, qui confiait pourtant le pouvoir exécutif à une assemblée élue. C'est ainsi que

les premières élections multipartites népalaises se tinrent en 1991 et permirent à Girija Prasad Koirala d'être nommé pour la première fois au poste de Premier Ministre.

La Constitution<sup>6</sup> a commencé par reconnaître le Népal comme un pays de diversité ethnique et culturelle dès l'article 4. L'ensemble des ethnies et des jāṭī bénéficie dès lors de droits égaux, et les langues maternelles parlées sur le territoire deviennent langues nationales du Népal (article 6). Cette volonté de créer une unité nationale n'est pas sans rappeler le processus lancé par Prithvi Narayan Shah en son temps. La Constitution pose donc dans ses principes directeurs l'élimination de toute inégalité, quelle qu'en soit la nature ou la cause (article 25). D'autre part, le pouvoir du roi est limité à son rôle de chef suprême de l'armée (article 119) et à la gestion des affaires étrangères, mais il peut faire des propositions au Conseil des Ministres pour tout ce qui touche au pouvoir exécutif, dont le gouvernement reste le garant (article 35).

Cette révolte, parfois qualifiée de révolution en raison de ses conséquences politiques importantes, a permis aux minorités et aux intouchables d'émettre un avis sur leur destin en participant à la chambre parlementaire. Cependant, cette avancée ne fut pas réellement mise en application dans la mesure où les élus de cette chambre parlementaire, essentiellement issus des hautes jāṭī, n'accordèrent pas la parole aux représentants des minorités et des intouchables. Selon Prachanda, ces faits sont à l'origine de la décision de lancer la guerre populaire.

L'aide indienne apportée à la démocratie au mois d'avril 1990 s'explique par un enjeu stratégique : le Népal est le deuxième réservoir hydroélectrique au monde. Ainsi, en 1992, le gouvernement de G. P. Koirala signa un traité relatif à l'eau avec l'Inde, le Mahakali agreement, qui accorde à ce pays le contrôle des réserves hydroélectriques du Népal. Ce traité est toujours d'actualité. Il a également permis à l'Inde de justifier sa contribution militaire au

---

<sup>6</sup> Voir extraits de la Constitution en annexe.

Népal – elle a formé les militaires de la Royal Nepal Army – arguant la nécessité de protéger les ressources.

### **3- Le règne de Gyanendra : juin 2001 – avril 2006**

Le 1<sup>er</sup> juin 2001, une grande partie de la famille royale est massacrée. Selon la thèse officielle, le geste du prince héritier Dipendra était motivé par le refus de sa mère devant son mariage avec celle qu'il aimait. Cette thèse ne fait cependant pas l'unanimité, ne serait-ce que parce qu'il est étrange qu'il ait tué son père en premier si sa mère était la cause du massacre. D'autre part, il apparaît étrange aux yeux d'un certain nombre de Népalais que le fils de Gyanendra, présent sur les lieux, ait été épargné et que Gyanendra ait été absent du palais ce jour-là. Pour beaucoup, il s'agit donc d'un complot fomenté par ce dernier, appuyé par les Etats-Unis, face à un roi jugé trop libéral. Ainsi, si Gyanendra ne jouissait déjà pas d'une grande popularité, les circonstances de son accession au trône ne l'ont pas aidé à améliorer son image. Son impopularité est renforcée par les premières mesures qu'il prend, à savoir l'augmentation du budget de l'Etat alloué à la famille royale et l'ultra-protectionnisme dont il entoure le palais, le coupant peu à peu du reste du monde, contrairement au défunt roi. D'autre part, que ce soit lors de sa prise de pouvoir ou lors de son premier voyage officiel en Inde, Gyanendra se plie volontiers au rituel du sacrifice animal, donnant ainsi l'image d'un roi marqué par le sang : l'*Indian Express* titrait lors de ce voyage officiel « *Nepal King leaves bloody trail behind* »<sup>7</sup>. Le Parti Communiste Maoïste va entériner cette représentation en qualifiant régulièrement le roi d' « assassin féodal et médiéval »<sup>8</sup>.

Si dans un premier temps, les maoïstes ne réclamaient pas l'abrogation de la monarchie, l'accession au trône de Gyanendra les amène à durcir leur discours. En effet, ce

---

<sup>7</sup> Article paru le 28 juin 2002.

<sup>8</sup> Dénomination utilisée par Prachanda dans une interview parue sur le site du Parti Communiste Maoïste Népalais : [http://www.cpnm.org/new/French/worker\\_8/worker8\\_interview\\_prachanda.htm](http://www.cpnm.org/new/French/worker_8/worker8_interview_prachanda.htm)

couronnement, qui n'a d'ailleurs pas été solennel, n'est pas légitime à leurs yeux pour la raison développée ci-dessus. Ils intensifient donc leurs actions armées, amenant le roi à proclamer l'Etat d'urgence le 26 novembre 2001, après une négociation avortée. Par-là même, le souverain suspend l'ensemble des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution de 1990 aux articles 12, 13, 15, 16, 22 et 23. A cette occasion, le roi catégorise les maoïstes parmi les mouvements terroristes, suivi plus tard par le gouvernement américain. C'est ainsi qu'en 2002, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie promettent officiellement une aide militaire au roi Gyanendra. Si la Chine et la Belgique le fourniront également en armes, l'aide américaine et l'aide indienne vont plus loin, puisqu'elles vont jusqu'à entraîner la Royal Nepal Army. Pour Prachanda<sup>9</sup>, l'aide américaine n'est pas liée au sort du peuple népalais : « l'impérialisme américain veut placer des bases militaires en Asie du Sud pour encercler sa rivale, la Chine ». De son côté, pour remercier la Chine de son aide et conserver avec elle des relations cordiales, le gouvernement népalais interdit aux réfugiés tibétains sur son sol toute activité politique<sup>10</sup> et fermera même le bureau du représentant du Dalaï Lama en janvier 2005. L'origine de l'armement des maoïstes est quant à elle restée une énigme aux yeux du monde pendant une longue période. Il semble que le commencement de l'arsenal maoïste provienne du mouvement naxaliste indien. Par la suite, les armes provenaient, selon Baburam Bhattarai, des prises de guerre : « En ce qui concerne les armes, ce n'est un secret pour personne que l'ennemi constitue notre plus importante source d'approvisionnement ».

L'ensemble du règne de Gyanendra, treizième souverain de la dynastie Shah, sera marqué par une réelle instabilité politique. Entre l'état d'urgence, qui dura jusqu'en novembre 2002, et les fréquents changements de Premier Ministre, le roi n'a laissé le temps à aucun gouvernement pour établir un véritable dialogue avec les rebelles maoïstes et endiguer la situation. De leur côté, afin de pallier une situation difficile pour le peuple et dans l'objectif

---

<sup>9</sup> Interview citée ci-dessus.

<sup>10</sup> Voir NGUYEN, E. (2006).

de faire croître leur popularité, les maoïstes ont mis en place, dès 1997, deux organes bureaucratiques parallèles au système en place. Ils ont ainsi instauré des gouvernements populaires dont la mission est l'administration générale des territoires où ils sont implantés, la gestion des activités de développement, la promotion des relations sociales égalitaires et la répression de l'alcool, du jeu et des mauvais traitements contre les femmes. Deuxième organe mis en place, les cours du peuple, cours de justice mobiles, interviennent de façon beaucoup plus rapide que celles de la justice gouvernementale. Ces cours jugent un grand nombre d'affaires et prononcent des peines allant du simple rasage de la tête à la peine de mort. Le succès de ces cours est certes imputable à sa rapidité d'action et à son équité, mais il ne faut pas négliger les pressions que les villageois ont subi pour s'adresser à ces cours plutôt qu'aux cours de l'Etat.

Face à l'attitude du roi et à l'importance prise par le CPN (M) sur la scène nationale, les différents partis politiques radicalisent peu à peu leur discours jusqu'à s'accorder en 2003 sur la nécessité du sacrifice du roi, si possible par ses propres soins, dans un article du Kathmandu Post. Ce sacrifice est imaginé de façon plus ou moins violente par les différents partis, si l'on en juge par l'appel au sacrifice du « roi boucher » chanté par Samir Yatri dans un poème en népalé publié dans la revue maoïste *Janaawaj*<sup>11</sup>. Ils demandent par ailleurs en 2004 l'indépendance de l'armée, craignant la mise en place d'une dictature militaire.

Le 18 août de cette même année, les maoïstes, de plus en plus infiltrés dans la capitale, réussissent un tour de force : pendant une semaine, ils vont tenir un blocus autour de Katmandou. Le gouvernement se verra notamment obligé de faire appel à des hélicoptères militaires pour fournir à la population le minimum vital. Ils réclamaient la libération de l'ensemble des militants emprisonnés, des informations sur les personnes disparues et une enquête sur les meurtres de militants préalablement emprisonnés. Ils exigeaient également

---

<sup>11</sup> Voir texte en annexe. Référence et texte cités par Marie LECOMTE-TILOUINE dans *Le Maoïsme au Népal – Lecture d'une révolution*.

d'être rayés de la liste des organisations terroristes. Le 25 août, ils lèvent le blocus, sans avoir pour autant obtenu satisfaction.

En réaction à l'incapacité du gouvernement à mettre fin à cette guerre civile, le roi Gyanendra profite des dispositions de l'article 127 de la Constitution pour rétablir la monarchie absolue le 1<sup>er</sup> février 2005. Il suspend de nouveau les libertés publiques, notamment la liberté de la presse, et fait procéder à l'arrestation d'un certain nombre de ses ministres. Consciente de la tournure des événements, l'aide internationale au gouvernement connaît une période de suspension : les Etats-Unis et l'ensemble des pays qui fournissaient une aide militaire ne veulent en effet pas être associés à une dictature. Cette aide ne sera cependant suspendue que peu de temps de la part de l'Inde dont le roi obtient de nouveau l'assistance lors du sommet Afrique-Asie de Jakarta, le 24 avril 2005. Le 30 avril 2005, l'Etat d'urgence est officiellement levé, mais un certain nombre de responsables politiques restent enfermés. Aux mois de septembre-octobre, le gouvernement s'empare du matériel de la radio privée Kantipur FM. La Chine offre plusieurs dizaines de millions d'aide militaire au Népal et le gouvernement retrouve l'appui des Etats-Unis.

Sous le règne de Gyanendra, et grâce à une aide internationale, l'armée royale népalaise s'est largement professionnalisée et a connu une forte augmentation de ses effectifs, passant de 44000 hommes en 1996 à 90000 hommes en 2006. Son règne aura connu également de nombreux cessez-le-feu et de nombreuses tentatives de conciliation pour mettre un terme à la rébellion, mais ces tentatives ont toujours échoué.

### **III- Les manifestations d'avril 2006 et leurs conséquences**

Marquées par la violence et le non respect des droits de l'homme dont ont fait preuve tant l'armée et la police que les maoïstes, ces années de guerre ont malgré tout accru la volonté et la capacité des gens à remettre en question les pratiques de discrimination, l'exploitation et la domination de leur communauté.

## **1- Les accords passés entre les différents partis**

Suite à la création de l'Alliance des Sept Partis, l'opposition se rapproche du Parti Communiste Maoïste lorsque le monarque Gyanendra annonce la tenue d'élections municipales en février 2006. Pour Marie Lecomte-Tilouine, ce rapprochement serait le signe du moindre poids des différents partis et de leur moindre capacité à rassembler le peuple, et serait donc en quelque sorte un aveu de faiblesse<sup>12</sup>. On ne peut pas écarter néanmoins qu'il s'agisse simultanément d'un signe de réalisme politique. Ils parviennent le 22 novembre 2005 à un accord en 12 points<sup>13</sup>, qu'ils établissent comme le socle de leur coopération.

Cet accord prévoit l'instauration d'une « démocratie absolue », dont le but se résume en trois termes : le progrès, la paix et la prospérité. Les différents Partis se déclarent « fermement déterminés à protéger l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité géographique du pays et l'unité nationale ». Ils envisagent donc de maintenir des liens cordiaux avec l'ensemble des pays du monde, et ce quelle qu'ait été leur position et leur influence dans le conflit, et plus particulièrement avec les deux géants qui l'entourent : l'Inde et la Chine.

Comme ils l'ont annoncé depuis un certain temps, il leur apparaît essentiel de mettre fin à la monarchie autocratique par le rétablissement d'organes gouvernementaux ayant déjà existé au Népal tel que le Parlement, par la mise en place d'un « gouvernement pluripartite » dont le but premier sera la tenue d'élections pour une assemblée constituante. A plusieurs reprises, dès les premières lignes de cet accord, les Partis et les Maoïstes font référence à des mouvements populaires importants comme moyen de parvenir à ces solutions politiques : ils veulent notamment créer « une tempête nationale de protestations démocratiques », laissant déjà présager des manifestations du mois d'avril 2006. Ils définissent par ailleurs la nécessité de placer les différentes forces armées en présence « sous le contrôle des Nations Unies ou

---

<sup>12</sup> Dans son interview sur RFI le 10 avril 2006.

<sup>13</sup> Voir texte en annexe.

sous celui de n'importe quelle autre organisation internationale digne de confiance, pour mener à bien les élections en toute liberté et en toute impartialité ».

Par ailleurs, les différents partis s'engagent à respecter un certain nombre de principes directeurs et de valeurs, parmi lesquelles le multipartisme paraît essentiel. Alors que les différents partis n'ont pas fait preuve d'un grand respect pour les droits de l'homme durant le conflit, ils prennent l'engagement moral non seulement de les respecter dès lors, mais aussi de procéder à leur auto-critique et à l'auto-évaluation de leurs erreurs. Ils confirment cette volonté de recul critique sur leurs actions par une tentative d'objectivation des faits et la promesse de l'exercice de la justice a posteriori : ils examineront « toutes objections faites par un parti quel qu'il soit au sujet d' (...) incidents, agir[ont] en cas de culpabilité, et rendr[ont] l'action publique. » Toujours selon le même principe, le CPN (M) s'engage à réparer certaines injustices, en permettant notamment aux membres des partis démocratiques qui ont dû fuir de « retrouver leur foyer, leur terre et leurs biens (...) et de se livrer à leurs activités en toute liberté ».

Cette alliance en appelle aux différentes catégories de la société civile pour leur apporter leur soutien dans ce combat politique en faveur de la démocratie. Ainsi, le roi ayant annoncé des élections municipales en février 2006, ils appellent l'ensemble de la population à les boycotter et à « faire de ces élections un échec ». Ils sont en effet convaincus qu'il s'agit uniquement d'un effet d'annonce dans l'intention de « duper le peuple et la communauté internationale » dans la mesure où le roi parle simultanément de la tenue possible d'élections parlementaires, élections déjà maintes fois reportées par le souverain. Cet appel sera effectivement suivi puisque, le 8 février 2006, on comptabilise près de 90% d'absentéisme aux élections.

Il est donc notable qu'un grand nombre de revendications des partis d'opposition et du parti maoïste correspond à des dispositions légales prévues dans la Constitution de 1990, à

l'instar du multipartisme et de l'égalité entre tous les citoyens népalais. En conséquence, la question qui reste posée est celle de la possibilité réelle de mise en application de ces principes en cas de victoire alors même qu'ils existaient déjà et n'ont pas trouvé de résonance au sein de la population ou des gouvernements successifs, pourtant composé des mêmes acteurs que ceux qui établissent cet accord.

## **2- Les manifestations**

En 2006, le mouvement *Loktantra Andolan* – ou mouvement pour la démocratie – fut lancé conjointement par les différents partis politiques, maoïstes y compris. Ce mouvement est parfois également nommé *Jana AndolanII*, en référence aux mouvements populaires de 1990. De ce fait, l'Alliance des Sept Partis et le Parti Communiste Maoïste appellent à une grève générale et de grande envergure à partir du 5 avril. Prévue pour durer 4 jours, elle s'est pourtant déroulée sur près de trois semaines.

Frustrée à la fois par le manque de sécurité, de travail et par le joug d'un pouvoir tyrannique et travaillée par ce que le mouvement maoïste a permis de mettre à jour (notamment les inégalités sociales), la révolte s'est rapidement répandue dans la population. Face à l'ampleur du mouvement, même les moins engagés ont pris part aux manifestations, conscients de leur possible portée sur l'avenir du pays. Le 9 avril, l'Alliance des Sept Partis annonçait son intention de faire perdurer indéfiniment la grève et menaçait de boycotter les impôts.

La réponse du roi se fit en terme de répression, ce dernier instaurant des heures de couvre-feu diurnes et nocturnes. Il prit également le contrôle de l'ensemble des services de télécommunication avec l'espoir de contenir ainsi le mouvement en empêchant le suivi des informations. Ces décisions ne permirent pas d'arrêter le mouvement et le roi donna alors l'ordre aux forces de police de tirer sur les manifestants, qu'il s'agisse de gaz lacrymogènes ou de tirs à balles réelles ou à balles en caoutchouc. Il prit ainsi la décision de réprimer cette

révolte dans le sang, s'opposant une fois de plus à son frère et prédécesseur Birendra qui préféra en son temps une solution diplomatique. Cette répression fit des milliers de blessés et une vingtaine de morts. Des restrictions alimentaires furent finalement mises en place, ce qui eut pour effet non de calmer la foule mais de renforcer la révolte.

Les habitants de Katmandou étant les seuls visés par les différents couvre-feux, c'est la population des villes alentours qui prit possession de *Ring Road*, le boulevard périphérique de la capitale. Les manifestations se tinrent peu à peu au sein de la capitale également, menant les manifestants à encercler le palais royal. Certains touristes présents à Katmandou participèrent à leur manière au mouvement populaire, en brandissant des banderoles appelant à la paix et à la démocratie dans le quartier touristique *Thamel*. N'ayant aucun égard pour leur statut de touristes, le roi les fit emprisonner au même titre que n'importe quel manifestant. Progressivement, la révolte s'étendit à tout le pays, notamment dans des villes telles que Nepalgunj à l'extrême ouest du Népal, ce qui fit dire à Prachanda : « *this is no longer a protest by opposition parties... it has become a people's movement* ».

Le 21 avril 2006, le roi Gyanendra déclara dans une allocution télévisée : « Le pouvoir exécutif du royaume du Népal, qui était sous notre garde, sera à compter d'aujourd'hui restitué au peuple » et appela les Sept Partis à désigner un Premier Ministre. Ce revirement soudain peut être attribué à la fois à la pression du Premier Ministre indien pour que le conflit trouve une issue rapide et à l'armée qui déclara au souverain son refus de tirer sur les manifestants et son acceptation d'un Premier Ministre nommé par les partis d'opposition. Trois jours plus tard, le roi appela le Parlement à tenir une session le 28 avril, Parlement composé des mêmes députés que ceux présents lors de la dissolution de 2002. Il mettait ainsi un terme aux manifestations.

### **3- Les conséquences**

Les Sept Partis acceptèrent la réinstauration du Parlement et nommèrent Girija Prasad Koirala chef du gouvernement. Si ce vote peut paraître curieux aux yeux de certains observateurs – déjà quatre fois Premier Ministre sous le règne de Gyanendra, G. P. Koirala est âgé de 84 ans et atteint d'un cancer des poumons – les Sept Partis justifient leur choix par sa séniorité et parce qu'il offre selon eux une figure présentable à l'étranger. Le roi rétablit quand à lui la Chambre parlementaire des Représentants, qui vota à l'unanimité la volonté d'ériger une nouvelle Constitution. La première séance du Parlement, le 28 avril 2006, fut retransmise à la radio.

Au mois de mai, G. P. Koirala nomma son nouveau gouvernement, constitué de ministres des différents partis et mit en place une commission d'enquête sur la violation des droits de l'homme par l'armée lors des manifestations. Le 4, répondant à une condition du parti communiste népalais pour ouvrir les négociations, le gouvernement exclut les maoïstes de la liste des terroristes, tentant même vainement de convaincre Interpol d'agir à l'identique. Le 13 mai, Prachanda proposa donc un plan de paix demandant à la fois la libération des prisonniers politiques, la dissolution du Parlement et la restructuration de l'armée. Son accord de paix repose sur une liste de dix points comprenant le cessez-le-feu, la désignation de négociateurs de paix, la dissolution du Parlement, l'abrogation de la Constitution de 1990, la mise en place d'une loi fondamentale et d'un gouvernement intérimaire, la détermination des circonscriptions électorales, l'élection d'une assemblée constituante sous supervision internationale, la restructuration de l'Etat pour intégrer les rebelles, l'arrestation de cinq ministres de Gyanendra et la suspension des chefs de police et des services de renseignement.

Les négociations aboutirent à une proclamation du Parlement népalais le 18 mai 2006<sup>14</sup>. Par cet acte, non seulement le roi perd tous ses pouvoirs, mais la famille royale

---

<sup>14</sup> Voir texte en annexe.

devient imposable, le Raj Parishad et les références royales dans les titres de l'armée et du gouvernement sont abolis et les militaires passent sous le contrôle du Parlement. Le roi perd aussi sa légitimité divine et le Népal est dès lors un Etat séculaire et non plus un royaume hindou. Le 18 mai a été nommé par une partie de la population Jour de la Démocratie.

Les accords entre les Sept Partis et les maoïstes connurent ensuite une phase plus difficile, les deux parties s'accusant mutuellement de ne pas respecter le cessez-le-feu décrété le 28 avril. B. Bhattarai justifiait les actes du Parti maoïste ainsi : « Puisque nous ne sommes pas au gouvernement, il y a toujours deux Etats dans ce pays ». Le 16 juin, les Sept Partis de l'Alliance et le Parti Communiste Maoïste concluent un accord en huit points, reprenant les grands traits de l'accord en douze points signés huit mois plus tôt et de l'accord en 25 points concernant le code de conduite en cas de cessez-le-feu signé le 26 mai 2006<sup>15</sup>. Le 3 juillet, les Etats-Unis intervenaient de façon détournée dans le processus en menaçant de suspendre l'aide humanitaire si jamais les maoïstes venaient à faire partie d'un gouvernement sans avoir déposé les armes au préalable, alors que cela faisait déjà partie des accords établis. A force de négociations, les pourparlers permirent la signature d'accords de paix le 8 novembre 2006, accords traitant du déploiement des forces en présence. Krishna Kishura, député du Congrès national déclarait à cette occasion à propos de l'avenir du roi : « On lui confiera probablement un rôle honorifique ».

Le calendrier prévu par le parti maoïste et l'alliance des partis au pouvoir a progressivement pris du retard puisque le 16 décembre, la dissolution du Parlement et des gouvernements maoïstes n'était toujours pas effectuée et que le scrutin pour l'assemblée constituante était repoussé au mois de juin 2007. Néanmoins, respectant les engagements annoncés dans l'accord en huit points, les maoïstes procédèrent au confinement de leur armée et de leur arsenal dans des camps sous contrôle de l'ONU le 20 novembre 2006. Ils insistèrent

---

<sup>15</sup> Nous ne nous attarderons pas sur cet accord dans la mesure où il nous a été impossible d'en trouver le texte ou des extraits.

cependant pour conserver les clés menant à leur arsenal. Ce désarmement étant le dernier obstacle à l'établissement d'accords de paix définitifs, ceux-ci purent être signés dès le lendemain. Ils amenèrent ainsi à la mise en place d'une Chambre intérimaire comprenant 73 maoïstes sur les 330 sièges, soit presque autant que le Parti du Congrès (75 sièges).

Au 16 décembre, la Chambre parvint à un accord sur une Constitution provisoire et le seul point de désaccord qui demeure est le sort du roi, l'histoire de la dynastie des Shah se confondant avec celle du Népal et rendant par là le sujet délicat. Selon le site Internet e-Kantipur, site de la chaîne de télévision indépendante : « Quel que soit le système politique choisi par l'assemblée constituante, que ce soit un système parlementaire ou présidentiel, il n'y aura plus de place pour le monarque. Le roi Gyanendra a suspendu le Parlement en février 2005, isolé le Népal du reste du monde et entravé la liberté de la presse. Il nous faut à présent choisir le meilleur système politique possible et dans tous les cas mettre fin au règne de Gyanendra ». Un autre sujet, certes plus social mais témoin de l'évolution des mentalités, reste en suspens : fin août, des associations pour les droits des homosexuels demandent que la Constitution prenne en compte les différences de sexualité et inscrive l'égalité des droits et la condamnation de toute discrimination liée à une orientation sexuelle, selon le journal indien *Hindustan Times*.

## Conclusion

Issue de revendications politiques et idéologiques, la rébellion maoïste a peu à peu trouvé un soutien dans la population. En effet, malgré certains actes violents, elle ne s'est pas contentée d'une révolution de palais, mais a cherché à changer les choses concrètement dans le quotidien des Népalais : selon Binod Bhattarai, directeur du centre de journalisme d'investigation à Katmandou et journaliste pour le Financial Times, « s'ils [les maoïstes] avaient privilégié un pur processus politique, ils n'auraient jamais eu le soutien qu'ils ont eu de la part des Népalais ». Les maoïstes ont su offrir « une manière supplémentaire pour les gens d'avoir de l'espoir »<sup>16</sup> en abordant un grand nombre de problèmes concrets visibles au quotidien, tels que la pauvreté, les droits individuels et les inégalités, et en s'attellant à leur donner des solutions à court terme. Ils ont ainsi attiré des personnes issues de toutes les couches de la population, alors que leurs premiers soutiens émanaient des basses castes et des ethnies peu reconnues. La présence des maoïstes sur le territoire ayant pris une telle ampleur, ils sont peu à peu devenus incontournables sur le terrain politique. Leur action a en effet réveillé les consciences d'un peuple parfois mal informé, peuple qui s'est mis à réclamer la démocratie et le plus souvent la tête du roi Gyanendra. L'alliance des sept partis a donc entamé un réel dialogue avec les maoïstes afin d'arriver à des accords en vue de cette démocratisation, aboutissant ainsi aux manifestations d'avril 2006.

Comme nous l'avons vu, ces manifestations ont eu des conséquences politiques extrêmement importantes, puisqu'elles ont conduit le roi à ne plus avoir qu'un rôle honorifique et qu'elles vont permettre la tenue d'élections pour une assemblée constituante en juin 2007. On peut malgré tout rester sceptique sur l'avenir du pays dans la mesure où une partie des maoïstes semble rester active et où Baburam Bhattarai déclarait il y a peu que « tout

---

<sup>16</sup> Interview de Binod Bhattarai par la télévision suisse : <http://info.tsr.ch/guerres/nepal/1.php>

le processus de paix pourrait dérailler »<sup>17</sup> si les élections pour cette assemblée étaient reportées. Cependant, si le processus continue, l'avenir politique reste incertain, hésitant entre l'instauration d'une république ou la perpétuation d'une monarchie selon le modèle britannique. Dans tous les cas, le pays a d'ores et déjà connu une laïcisation symbole d'une évolution certaine des mentalités.

Au vu de tels changements, qu'ils soient politiques ou qu'il s'agisse de l'évolution des mentalités, il est donc possible de qualifier cette marche vers la démocratie de révolution à proprement parler. Même si le rêve des maoïstes d'étendre ce mouvement au monde tendrait à empêcher de parler de révolution au sens foucauldien du terme<sup>18</sup>, il n'en reste pas moins que l'ampleur des transformations ne permet pas de se contenter du simple terme de révolte ou de mouvement populaire.

Deux questions restent encore en suspens malgré tout. Il s'agit tout d'abord de se demander si le Népal est réellement parti sur la voie du progrès, c'est-à-dire se demander si la démocratie sera la réponse adéquate aux aspirations du peuple, alors que certaines réponses existaient déjà dans la Constitution de 1990 et n'ont jamais été mises en application. D'autre part, le changement radical de régime, tel que souhaité par les maoïstes, n'apparaît donc pas forcément indispensable. Il s'agit ensuite de s'interroger sur la capacité qu'auront les maoïstes à canaliser les groupes qu'ils ont fédéré et à leur donner une cohésion suffisante pour créer une unité réelle dans le pays. Il n'est pas évident que les grands principes tracés dans les accords entre les partis soient appliqués dans la mesure où le respect des droits de l'homme n'a été le souci d'aucun des acteurs au cours du conflit.

---

<sup>17</sup> Article paru dans Libération le 16.12.2006

<sup>18</sup> Pour Foucault, on ne peut parler de révolution que s'il s'agit d'un mouvement global, adaptable à tous les pays. Voir notamment Surveiller et punir, éd. Gallimard.